



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°460 (21 JUIN 2026)

LA RÉPUBLIQUE SELON MARC BLOCH

MARC BLOCH

Introduction

Philippe Meyer :

C'est en 2006, il y a donc 20 ans, qu'une tribune d'historiens publiée par *Le Figaro* réclama l'entrée au panthéon de Marc Bloch. Elle aura donc lieu avec son épouse, Simone Vidal, 20 ans plus tard. On peut regretter cette attente. Etienne Bloch fils aîné Marc et son interlocuteur privilégié, lui-même résistant à Lyon avant de s'engager dans les FFI puis de rejoindre la 2ème Division Blindée était encore de ce monde qu'il n'a quitté que trois ans plus tard. Résistant, historien, rationaliste, républicain, critique des mythologies nationales et profondément patriote : Marc Bloch échappe aux catégories trop simples. Grand médiéviste, auteur des *Rois thaumaturges* (1924), des *Caractères originaux de l'histoire rurale* (1931), de *La Société féodale* (1939) et aussi d'une réflexion posthume sur son « métier d'historien », *Apologie pour l'histoire*, Marc Bloch a ouvert l'Histoire aux apports de la sociologie et de l'ethnologie dans une démarche interdisciplinaire novatrice. En 1920, il noue amitié avec son collègue historien Lucien Febvre. Leur complicité intellectuelle les conduit à fonder ensemble les *Annales d'histoire économique et sociale*, dont le premier numéro paraît en janvier 1929. La revue exercera une influence considérable sur plusieurs générations d'historiens.

Républicain convaincu il partageait les idéaux socialistes : il adhéra à la SFIO, sans pour autant se signaler ni par son militantisme ni par ses prises de position publiques. En 1934, il signe avec Lucien Febvre le manifeste du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, mais juge le texte indigent. En 1936, il soutient le Front populaire contre la bourgeoisie d'argent, mais critique Blum et

les syndicats, et n'aime pas les communistes.

Homme d'action et de responsabilité, Marc Bloch s'est battu en 1914 et s'est réengagé en 1939. En 1940, à chaud, il écrit *Témoignage*, qui

deviendra *L'Étrange Défaite*. Une analyse au scalpel du désastre de 1940 où il montre que le pays a été battu parce qu'il s'était déjà défait à l'intérieur.

L'ouvrage paraîtra à titre posthume en 1946. Ce « procès-verbal » implacable se décompose en trois chapitres : « *Présentation du témoin* », « *La déposition d'un vaincu* » et « *Examen de conscience d'un Français* ». Dans cet ouvrage, l'historien de 53 ans ausculte la société de l'entre-deux-guerres, sa course vers l'abîme, et en appelle à une responsabilité autant individuelle que collective. Il y fustige des stratèges dépassés qui, comme en 1914, lorsqu'ils se référaient aux guerres napoléoniennes, n'ont rien compris à la guerre de mouvement en 1939. Il assemble les pièces d'un puzzle, en historien du contemporain, et procède à la mise en perspective des événements. Pointant notamment la bureaucratie, il n'épargnait personne, ni l'armée, ni les civils, ni la droite, ni la gauche, ni la bourgeoisie, ni ses contempteurs marxistes : « *Les défaillances du syndicalisme ouvrier n'ont pas été, dans cette guerre-ci, plus niables que celles des états-majors* », affirmait-il, déplorant le fait qu'« *on n'a pas assez travaillé, dans les fabrications de guerre* ». Il relevait aussi les failles de l'éducation, de l'instruction, de l'esprit de curiosité en général.

Après avoir écrit *L'Étrange Défaite*, persécuté parce que juif, insoumis parce que patriote, le vieux Sorbonnard est entré en 1943 dans la Résistance. Arrêté en mars 1944 par la Gestapo, torturé à la prison Montluc à Lyon, il a été fusillé le 16 juin 1944, à l'âge de 57 ans.

Kontildondit

Jean-Louis Bourlanges :

Le ressurgissement de Marc Bloch dans notre conscience actuelle est un peu l'hommage que le vice rend à la vertu : l'ensemble de nos défaillances reproduit, à bien des égards, celles de la société de l'entre-deux-guerres. Bien sûr, comparaison n'est pas raison, les situations sont totalement différentes, mais l'ampleur du mal est comparable. À la fois la vertu de l'homme et la qualité de son diagnostic ne peuvent pas nous laisser indifférents, parce que ce sont précisément les deux choses qui manquent aujourd'hui.

Il suffit d'observer la société politique actuelle : elle a énormément de mal à articuler un diagnostic clair et surtout compréhensible par les Français sur notre situation. En même temps, les forces susceptibles de nous faire franchir cette mauvaise passe sont très défaillantes. Il suffit de voir comment se prépare l'élection présidentielle : on a en embuscade, de chaque côté, des forces populistes, et au milieu une sorte de magma informe et incohérent qui ne prend pas la mesure des choses. Dans une précédente émission, j'avais dit, par dérision, que le seul candidat qui me paraissait aujourd'hui possible était Léon XIV. Je faisais allusion à sa dernière encyclique, qui propose une approche globale et synthétique des problèmes de la société française. Or ce que nous donne *L'Étrange Défaite* (titre extrêmement réussi sur le plan éditorial), c'est l'idée qu'une autre issue aurait pu être possible. Le titre intrigue. On a l'impression que cette défaite n'était pas nécessaire. Mais ce titre n'est pas de Marc Bloch et n'est pas très blochien. Bloch est plus précis, plus sérieux, moins romantique. Ce que dit réellement l'essai, c'est plutôt la *nécessaire* défaite. Quand on met en parallèle l'ensemble des dysfonctionnements qu'il repère, on comprend qu'il était impossible de s'en sortir.

Ce qui m'a toujours frappé chez Marc Bloch, c'est qu'il est au confluent de deux exigences très différentes, qu'il concilie admirablement mais qui pourraient facilement entrer en contradiction. C'est son rapport à l'Histoire. Toute sa vie est celle d'un républicain de gauche, de sensibilité socialiste, qui s'inscrit dans la grande histoire française telle qu'elle est magnifiée par Lavisse, Michelet et d'autres. La France y apparaît comme une continuité républicaine, comme la non-séparation du patriotisme et de l'engagement républicain, à l'opposé de Maurras. Avec la même ouverture d'esprit sur le passé, il ne considère pas, comme certains ont pu le dire, que la France serait née en 1789. Comme Jules Ferry, dont Mona Ozouf a bien montré l'importance sur ce point, il estime que le passé pré-révolutionnaire compte énormément, même s'il se montre, comme beaucoup de républicains, excessivement sévère envers la monarchie du XVIIIe siècle.

Toute sa vie s'inscrit dans cette histoire de construction d'un État qui, à travers la monarchie capétienne puis la République, aboutit à la situation de 1870, où la République est installée mais où la France est amputée de l'Alsace-Moselle. Bloch est un Juif alsacien. Il appartient à une famille d'optants, c'est-à-dire de Français qui refusent de vivre sous souveraineté allemande et choisissent la France. Par son engagement personnel pendant la guerre de 1914 puis par son réengagement en 1939 malgré son âge, il montre qu'il est pleinement inscrit dans cette histoire républicaine et patriotique. Mais, en même temps, ce qui est fascinant, c'est que la révolution qu'il apporte à la science historique rompt avec la naïveté du récit national. Précisons-le : le récit national ne se réduit pas à cette naïveté. Beaucoup de parlementaires français se plaisent à exalter, souvent de façon idéalisée et un peu sottise, la continuité de l'histoire de France. Cette continuité existe chez Bloch, mais tout son apport consiste à réhabiliter le rôle des forces sociales, culturelles et économiques par rapport aux seuls jeux politiques et à l'État. C'est la même démarche que celle de Fernand Braudel lorsqu'il analyse les forces profondes de la civilisation méditerranéenne, ou de

Lucien Febvre lorsqu'il étudie Rabelais et montre que la question de l'incroyance ne pouvait pas se poser au XVI^e siècle dans les termes où nous la comprenons aujourd'hui.

Cette réhabilitation des forces sociales inspirera ensuite des historiens comme Pierre Goubert avec Louis XIV et vingt millions de Français. Derrière la gloire du règne, dont nous avons encore célébré récemment la mémoire, il rappelle les souffrances considérables de la population française qui a payé le prix de la construction de Versailles et de la politique monarchique. Ce que nous rappelle Bloch, c'est que derrière l'État, il y a toujours la société. La génération suivante, celle de François Furet, Emmanuel Le Roy Ladurie ou Georges Duby, réintégrera davantage la dimension culturelle, mais l'intuition fondamentale demeure.

L'autre aspect essentiel de la révolution de Bloch est son refus absolu de l'anachronisme. Il refuse cette facilité qui consiste à attribuer aux hommes du passé les catégories mentales de notre époque. Cela se résume dans cette formule que j'ai toujours trouvée hilarante : « *nous autres Français du Moyen Âge qui préparons activement la Renaissance.* » Quand il analyse la condition des serfs ou les structures rurales des débuts de la monarchie capétienne, il restitue au passé sa singularité. Mais cela ne signifie pas qu'il coupe le passé du présent. Il sait parfaitement qu'il existe des permanences. Il refuse simplement l'anachronisme et définit l'histoire comme la science du temps des hommes. Il montre ainsi que l'histoire est l'articulation de continuités profondes et de ruptures qu'il ne faut jamais sous-estimer. De ce point de vue, sa réflexion sur l'histoire n'est pas exactement identique à sa pratique de l'histoire de France.

Marc-Olivier Padis :

Je repartirai du point de départ de Jean-Louis Bourlanges. La célébration de Marc Bloch aujourd'hui est évidemment liée au sentiment de péril politique que l'on peut éprouver à l'approche des prochains rendez-vous électoraux et face à la menace que représente l'extrême droite pour la République française. D'une

certaine manière, faire entrer Marc Bloch au Panthéon revient à conjurer ce péril en célébrant une France républicaine, résistante et savante, dont il faut valoriser l'héritage. L'idée d'un transfert de Marc Bloch au Panthéon est ancienne. Il est intéressant de rappeler qu'elle avait déjà été évoquée sous la présidence de Nicolas Sarkozy. La famille de Marc Bloch s'y était opposée, choquée par la manière dont Henri Guaino, l'un des conseillers et plumes du président, avait récupéré politiquement sa figure. Il souhaitait notamment créer une fondation Marc Bloch, ce que la famille avait refusé.

Aujourd'hui, cette entrée au Panthéon intervient dans un contexte politique davantage conforme aux engagements personnels de Marc Bloch. Cela soulève toutefois une question intéressante. Comme l'a dit Jean-Louis, il existe une tension entre l'entrée au Panthéon, qui consiste à intégrer une figure dans un récit national nécessairement simplifié et célébré, et l'œuvre d'un historien connu pour avoir développé une histoire-problème, fondée sur l'interrogation critique du passé. Mais Marc Bloch lui-même remarquait dans *L'Étrange Défaite* qu'une des faiblesses de la République était son incapacité à créer des célébrations communes. Il écrit : « *ce n'est pas un hasard si notre régime n'a jamais su donner à la nation des fêtes qui fussent véritablement celles de tout le monde* ». L'idée révolutionnaire du Panthéon répond précisément à cette ambition : créer des moments d'unanimité et de célébration collective. On pense à l'article de Mona Ozouf sur la fête révolutionnaire dans *Les Lieux de mémoire* de Pierre Nora. Dans ce même ouvrage, elle consacre un texte au Panthéon où elle parle d'un échec : l'échec à produire de l'unanimité dans un pays profondément divisé. La question reste donc entière aujourd'hui, alors que les clivages politiques semblent plus marqués que jamais. Le Panthéon peut-il nous aider à les dépasser ? Peut-il nous rassembler autour de grandes figures (hommes ou femmes, puisque les dernières panthéonisations ont également concerné des femmes) ? Sous la présidence de François Hollande, celui-ci avait demandé au directeur du Centre des monuments historiques, Philippe Belaval, un rapport sur

le Panthéon. Et en 2013, Philippe Belaval parle lui aussi d'un échec. Il utilise notamment cette formule : « *un monument intimidant, un message indistinct* ». Nous sommes donc confrontés à une difficulté, liée à cette histoire républicaine : trouver des moments fédérateurs, des moments qui rassemblent et célèbrent une France réconciliée, ou du moins capable de s'unir autour de certaines figures. Marc Bloch est-il l'une de ces figures susceptibles de permettre de surmonter les divisions ? Pour moi, c'est un incontestable « oui » : Marc Bloch est un grand savant, un patriote, un soldat de la Première Guerre mondiale plusieurs fois cité, un résistant, un martyr de la Résistance. Il possède tous les titres pour entrer au Panthéon.

Je reviens un instant sur les remarques de Jean-Louis concernant son rapport à l'histoire. Ce qui est passionnant, c'est cette volonté de transformer profondément la discipline historique. La revue des *Annales* en est l'emblème. Il ne s'agit plus simplement de reprendre ou d'enrichir des récits, mais de construire une histoire-problème qui accorde une place centrale aux réalités sociales. Dans *L'Étrange Défaite*, Marc Bloch explique d'ailleurs que l'on a accordé trop d'importance aux questions politiques et pas assez aux questions sociales. Il s'intéresse aussi à ce qu'il appelle « l'ambiance psychologique », c'est-à-dire aux croyances collectives et aux représentations. Dans *Les Rois thaumaturges*, il cherche ainsi à comprendre pourquoi l'on a cru que les rois pouvaient guérir les écrouelles. Cette réflexion annonce ce que l'on appellera plus tard l'histoire des mentalités, même si l'expression n'existait pas encore. *L'Étrange Défaite* est composé de trois parties. Après une brève présentation personnelle, vient « *la déposition d'un vaincu* », où Marc Bloch analyse les raisons de la défaite. Pour lui, la responsabilité première incombe à l'état-major et à ce qu'il appelle l'incapacité du commandement. Son analyse apparaît aujourd'hui comme une préfiguration de la sociologie des organisations et de la décision. Il pose une question fondamentale : comment des officiers individuellement dignes d'estime ont-ils pu conduire collectivement le pays à la

défaite ? Comment des personnes compétentes peuvent-elles produire ensemble des décisions moins bonnes que celles qu'elles auraient prises séparément ? Cette interrogation est devenue classique en sociologie. Marc Bloch s'y intéressait déjà, lui qui avait suivi les cours de Durkheim à l'École normale supérieure. Les *Annales* ont d'ailleurs favorisé ce dialogue entre l'histoire, la sociologie, la démographie et d'autres disciplines qui formeront plus tard les sciences humaines.

Ce qui m'a frappé en relisant *L'Étrange Défaite*, c'est la convergence de ses analyses avec celles de Charles de Gaulle dans les *Mémoires de guerre*, alors même qu'il ne le cite jamais. Tous deux insistent sur la responsabilité du commandement, sur les erreurs de l'état-major et sur l'importance décisive des chars et de la guerre mécanisée dans la défaite française. Enfin, dans « *Examen de conscience d'un Français* », Marc Bloch passe en revue l'ensemble des classes sociales : la bourgeoisie, les syndicats, les partis politiques, les parlementaires. Personne n'est épargné. Son regard est acide, décapant. Sa thèse est que si la France s'est laissée battre, c'est parce qu'elle se considérait déjà vaincue. Beaucoup ne croyaient plus à la victoire : certains par pacifisme, d'autres par manque de courage, par intérêt ou même par idéologie, puisqu'une partie de la droite voyait dans la défaite l'occasion d'une revanche contre la République, voire contre l'héritage de la Révolution française. C'est pourquoi cette lecture demeure aujourd'hui extrêmement stimulante pour comprendre la société française de l'époque.

LA RÉPUBLIQUE

Introduction

Philippe Meyer :

Alors qu'il était entré dans la clandestinité en 1943, Marc Bloch écrivit dans « *Pourquoi je suis républicain* » : « *La République est le régime du peuple* ». Cette forme de gouvernement conçue dans l'antiquité connaît des interprétations variées. Alors qu'il était admis jusqu'au XVIIIe siècle que la République puisse être aussi bien monarchique, aristocratique ou démocratique, pourvu que soit pris en compte le bien commun, la vision française après Rousseau considère qu'une République bien comprise ne peut être qu'une démocratie. C'est ce que deux historiens du droit, Jacques de Saint-Victor, et Thomas Branthôme, dans leur *Histoire de la République en France* nomment l'« *exclusivisme républicain* » français. Les auteurs observent qu'à rebours de ce projet, on voit, depuis quelques années, sous l'influence du modèle anglo-saxon, s'installer des conceptions communautaristes de la démocratie. Dans cette évolution, l'idée laïque, par exemple, qui marque si profondément la tradition républicaine française, est subvertie. Il ne s'agit plus, selon eux, de protéger l'État contre les religions mais, à l'inverse de protéger les religions contre l'État.

Formalisée en 1790, la devise de la République française « *Liberté, Égalité, Fraternité* » évolua également. Le ternaire s'effaça sous le Consulat et le Premier Empire, dont la devise officielle fut « *Liberté, Ordre public* ». Le maréchal de Mac-Mahon, en 1879, instaura brièvement l'« *Ordre moral* ». En 1940, Philippe Pétain lui substitua la devise « *Travail, Famille, Patrie* ». Si 83 % des Français, en 2023 se déclarèrent attachés à la devise, 54 % d'entre eux donnaient la priorité à la Liberté, devant l'Égalité (29 %) et la Fraternité (17 %). Mais nombre

d'entre eux jugèrent sa mise en œuvre défailante : la Liberté n'existerait pleinement que pour 54 % d'entre eux, la Fraternité pour 35 % et l'Égalité pour 31 %.

Tandis que, depuis le 16 juin, le projet de loi constitutionnelle pour une Corse autonome est examiné à l'Assemblée, le juriste Benjamin Morel et le politologue Patrick Weil demandent à ce qu'il soit retiré au nom des valeurs historiques de la France. Ce projet de loi propose de reconnaître des droits particuliers en raison d'une « *communauté historique, linguistique, culturelle, ayant développé un lien singulier à sa terre* ». Il crée ainsi, font valoir le juriste et le politologue une hiérarchie entre Français : ceux qui se rattacheront à une communauté corse reconnue, privilégiée, et les autres. Ce serait en rupture radicale et fondamentale avec « *les grands principes universalistes qui fondent la République, tout particulièrement le principe d'égalité de tous les citoyens devant la loi sans distinction d'origine, de race ou de religion énoncé à l'article 1er de la Constitution* ». Hiérarchiser les citoyens au regard d'une appartenance culturelle et y attacher des droits différenciés, c'est la définition juridique du racisme, font-ils valoir. La République encore et toujours à l'épreuve de l'histoire.

Kontildondit

Jean-Louis Bourlanges :

Le lien avec la question corse est assez difficile à établir. Mais je voudrais dire encore un mot sur Marc Bloch en réponse à ce qu'a dit Marc-Olivier Padis à propos de la célébration nationale. On connaît cette phrase célèbre de Bloch : « *un vrai Français doit vibrer à la fois au sacre de Reims et à la fête de la Fédération du 14 juillet 1790* ». Cette formule montre bien, à mes yeux, la limite de la mythologie républicaine, ce qui rejoint d'ailleurs l'analyse de Marc-Olivier. La fête du 14 juillet 1790 est en réalité une construction. Ce qui comptait vraiment, c'était le 14 juillet 1789, la prise de la Bastille, mais il était difficile de célébrer un événement marqué par une violence considérable. Le 14 juillet 1790, c'est d'abord une messe. Une messe célébrée par Talleyrand, alors évêque, avec Fouché comme acolyte. Tout cela relève largement de la mise en scène. Si l'on avait voulu célébrer un véritable moment fondateur, il aurait peut-être fallu retenir le 20 juin, le serment du Jeu de paume, lorsque les représentants du peuple se donnent pour mission de doter la France d'une Constitution. Sinon, les grandes heures symboliques de la République sont celles où la République et la France se confondent dans la défense nationale. C'est Valmy, même si la bataille a parfois été quelque peu mythifiée. C'est le 18 juin 1940. C'est Verdun et tout ce qui l'entoure. C'est enfin le 11 novembre 1918, qui célèbre à la fois la victoire de la République française sur l'Empire allemand et le rétablissement de l'intégrité territoriale du pays sans conquête impérialiste. Il existe aussi une autre dimension essentielle, celle de l'histoire sociale. De ce point de vue, 1936 constitue un moment majeur. Bloch montre très bien combien une partie de la bourgeoisie était crispée sur ses privilèges. Mais il faut mesurer ce qu'a représenté le Front populaire : la réconciliation du peuple français avec la République. Les masses ouvrières s'étaient éloignées de la République depuis

les journées de Juin 1848 puis, plus encore, après la Commune de Paris en 1871. Les ruptures étaient profondes. Il suffit de relire ce qu'écrivait Jules Guesde à la mort de Victor Hugo, accumulant contre lui les qualificatifs les plus violents. En 1936, une partie du peuple français se réapproprie la République. Je suis toutefois un peu réservé sur certains aspects de l'analyse de Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite*. Bien entendu, il est normal qu'il ne parle pas du général de Gaulle : le texte est écrit en 1940 et personne ne sait encore exactement ce que représente alors de Gaulle. Marc Bloch attribue, à juste titre, une responsabilité essentielle à l'état-major et décrit remarquablement son processus de sclérose. Mais je le trouve sévère à l'égard de la bourgeoisie comme de la classe ouvrière. Concernant la bourgeoisie, il faut rappeler, comme l'a montré Michel Winock, qu'elle a largement résisté à la tentation fasciste. Le colonel de La Rocque, par exemple, n'était ni fasciste ni factieux. Quant au monde ouvrier, comment ne pas comprendre la force du pacifisme français après les souffrances de la Première Guerre mondiale ? Il faut regarder cela avec une certaine indulgence. Certes, la France manquait alors de confiance en elle-même et ne croyait plus vraiment à sa capacité de résister à l'Allemagne. Mais les responsabilités sont plus complexes qu'il ne le suggère parfois.

Pour revenir à la Corse, je partage largement l'analyse de Patrick Weil et Benjamin Morel. Le statut envisagé me paraît relever d'un privilège de naissance. Il contredit directement l'esprit de l'abolition des privilèges du 4 août et celui de la Déclaration des droits de l'homme. Reconnaître que l'appartenance à une communauté historique particulière ouvre des droits dont les autres Français ne bénéficient pas pose un problème de principe évident. Le Conseil d'État l'a d'ailleurs souligné. Le sujet est intéressant au regard de Marc Bloch, car cette valorisation des réalités sociales est parfois invoquée pour justifier ce type d'évolution. On explique que les structures juridiques ne suffisent pas et qu'il faut prendre en compte les réalités spécifiques des Noirs, des musulmans, des Corses ou d'autres groupes. C'est cette logique qui peut conduire à certaines

formes de wokisme. Une interprétation caricaturale de l'héritage de l'École des Annales pourrait aller dans cette direction. Mais ce n'est absolument pas la pensée de Marc Bloch. Comme je l'ai dit, il reste profondément fidèle à l'universalisme français.

Or cet universalisme se porte mal aujourd'hui. Il est attaqué à la fois par des mouvements identitaires qui, comme le Rassemblement national, tendent à distinguer les « vrais » Français des autres, et par certaines formes du progressisme anglo-saxon inspirées du wokisme. Dans ce contexte, Marc Bloch demeure une référence essentielle. Il nous faut inventer un universalisme qui ne soit ni agressif ni faible, une laïcité qui sache demeurer ferme sans devenir hostile, et un modèle capable de prendre en compte les différences de situation et de culture sans renoncer à l'égalité fondamentale des citoyens. C'est cette voie étroite que nous devrions emprunter et que, manifestement, nous avons beaucoup de mal à trouver aujourd'hui.

Marc-Olivier Padis :

Il y aurait encore beaucoup à dire sur Marc Bloch, mais pour passer à la discussion sur la République et la démocratie, j'ai toujours été réticent à cette construction qui consiste à opposer les deux termes. La France est une démocratie de forme républicaine et une république démocratique. Cette opposition me paraît largement artificielle et relever davantage de la sémantique que de la réalité politique. Bien sûr, nous ne sommes pas ici dans un débat académique. Ces termes sont employés dans des conflits politiques. Ils sont chargés de connotations, de significations multiples. Ce sont à la fois des mots rassembleurs, des mots-obus et des cibles, avec une profondeur historique complexe.

Il y a néanmoins eu, depuis le bicentenaire de la Révolution française en 1989, un mouvement néo-républicain qui a cherché à installer un nouveau clivage entre républicains et démocrates, appelé à se substituer aux anciens clivages. Il y est

partiellement parvenu, sans toutefois les remplacer complètement. Ce clivage s'est simplement ajouté à ceux qui existaient déjà. Selon moi, plusieurs arguments montrent qu'on ne peut pas opposer République et démocratie. Les historiens rappellent que notre régime repose sur un ensemble de grandes lois républicaines adoptées dans les années 1880, au moment de l'enracinement de la République : l'instruction primaire obligatoire, la liberté de la presse en 1881, la liberté syndicale en 1884, la liberté d'association en 1901, la laïcité en 1905. Ce sont fondamentalement des lois de liberté. Il n'y a donc pas d'opposition entre *République* et *libéralisme*, contrairement à ce que certains voudraient faire croire. Il n'y a pas davantage d'opposition entre une République qui serait du côté du devoir, du patriotisme et de l'enracinement historique, et une démocratie qui serait du côté des droits de l'homme, de l'hédonisme, de l'économie et d'une forme de cosmopolitisme détaché des appartenances collectives.

Pour moi, les seuls penseurs républicains qui ont véritablement construit quelque chose de durable et de substantiel dans la pensée politique française sont les républicains sociaux qui ont élaboré le solidarisme à la fin du XIXe siècle, et qui sont à l'origine des grandes lois sociales, à partir de la loi sur les accidents du travail. Je pense notamment à Léon Bourgeois, Célestin Bouglé et Ferdinand Buisson.

Ces républicains radicaux cherchent à répondre à la question sociale, qui demeure le grand problème politique du XIXe siècle après la Révolution française. Comment traiter cette question dans le cadre des institutions républicaines ? Ils apportent une réponse originale, qui n'est ni socialiste ni communiste, à travers le développement du service public. Le service public constitue, selon eux, la réponse républicaine française à la question sociale. Cette généalogie intellectuelle a été quelque peu oubliée alors que ces auteurs ont développé une réflexion rigoureuse et très riche autour de l'idée de dette sociale. Cette notion repose sur l'idée que chacun naît débiteur de la société. Nous héritons des générations qui nous ont précédés, des institutions qu'elles

ont bâties, d'un patrimoine matériel et moral accumulé au fil du temps. Tout au long de notre vie, il nous faut rendre ce que nous avons reçu. Cette réflexion s'accompagne également d'un intérêt pour les coopératives, les mutuelles et toutes les formes d'organisation issues de la société elle-même plutôt que de l'État. Ce sont elles qui construisent concrètement la solidarité sociale indispensable à la vie collective.

Chez ces auteurs, cette réflexion possède une dimension à la fois scientifique, morale et institutionnelle, très caractéristique de la tradition républicaine. Et il faut rappeler que nombre de nos institutions sociales ne sont pas nées avec le Conseil national de la Résistance. Une grande partie de ces idées et de ces constructions avait déjà été élaborée par les penseurs solidaristes de la fin du XIXe siècle.

Jean-Louis Bourlanges :

Sur la question des grandes lois de la République, il y avait deux formules très intéressantes. L'une est de Léon Bourgeois, qui demandait à la droite : « *vous acceptez la République, mais acceptez-vous la Révolution ?* » Autrement dit, on acceptait le contenant, la République, mais on contestait le contenu. L'autre formule est celle de Louis Barthou, ce républicain très laïque, fondamentalement modéré et proche de Poincaré, qui définissait la République comme l'ensemble de ces grandes lois que Marc-Olivier vient d'évoquer : les lois de liberté et de laïcité qui en constituent le socle.

J'apporterais toutefois une nuance à propos de Jules Ferry, personnage que j'admire énormément. Je partage largement le culte que lui voue Mona Ozouf, mais j'ai une réserve précise concernant la loi de 1880 sur l'université. Je crois que Ferry a alors été influencé par une conception excessive du positivisme. Son discours sur le monopole de la collation des grades, qui remettait en cause la loi de 1875 votée par une majorité de centre-gauche et de centre-droit, réunissant républicains modérés et orléanistes, me paraît avoir eu des conséquences

regrettables. Cette décision relevait d'un esprit jacobin, ce qui est paradoxal chez un homme aussi peu jacobin que Ferry. Elle a instauré un monopole universitaire et créé un système national qui n'a jamais vraiment réussi à se gouverner comme tel. Cela a empêché l'émergence d'un monde universitaire plus autonome, comparable aux modèles anglais ou américains. Face à Ferry, plusieurs personnalités importantes de la République ont exprimé leurs réserves. Laboulaye, rapporteur de la loi de 1875 au Sénat, contestait sa position. Jules Simon également. Même Littré, pourtant franc-maçon et proche de Ferry, était assez hostile à l'idée d'empêcher les congrégations d'enseigner. Littré s'appuyait sur une formule provocatrice de Mirabeau : « *chacun a le droit d'enseigner ce qu'il sait* », avant d'ajouter avec humour : « *et même ce qu'il ne sait pas.* »

Malgré cette réserve, on voit bien que le lien entre patriotisme, République et grandes lois de liberté demeure le fondement de notre engagement collectif. Marc Bloch est, de ce point de vue, une figure héroïque exemplaire. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que nous ne *savons* plus vraiment débattre de ces questions. Ce n'est même pas que nous soyons pour ou contre. C'est que les grands débats fondateurs de la République ont *disparu*. Lorsque Mgr Freppel s'opposait à Jules Ferry, les débats atteignaient un niveau intellectuel impressionnant. Aujourd'hui, cela n'existe plus. Nous assistons à des séances de l'Assemblée nationale où les grands enjeux du pays — la construction de la France, son rapport à l'Europe, son rapport aux valeurs qui ont fondé l'après-guerre, l'articulation entre liberté, solidarité et égalité — sont noyés sous les attaques personnelles, les invectives et les polémiques. Plus personne ne s'y retrouve. C'est ce qui me paraît le plus choquant et le plus impardonnable de la part de ceux qui nous dirigent, au sens le plus large du terme. Je ne vise pas seulement le président ou la majorité, mais l'ensemble des responsables politiques. Ils semblent incapables de poser véritablement la question du destin de ce pays face aux exigences du temps présent et de l'avenir.

Philippe Meyer :

On a l'impression que le Parlement d'aujourd'hui ressemble davantage à celui de la fin de la Troisième République qu'à celui de Jules Ferry et aux débats auxquels vous faisiez allusion.

Marc-Olivier Padis :

C'est intéressant que Jean-Louis ait été amené à évoquer la question universitaire, car dès qu'on parle de République, on parle *forcément* d'éducation. C'est l'un des grands sujets de la République française. Et pourtant, c'est aussi l'un de ses grands échecs.

Jean-Louis Bourlanges :

Pas l'école primaire.

Marc-Olivier Padis :

Non, mais en particulier l'enseignement supérieur. La France n'a pas réussi à construire un système universitaire puissant comme ceux que l'on trouve en Allemagne, en Angleterre ou aux États-Unis.

Philippe Meyer :

Et autonome.

Marc-Olivier Padis :

Mais précisément, il n'est pas puissant parce qu'il n'est pas autonome. Il a toujours été placé sous la tutelle étroite d'un ministère qui entend contrôler le contenu de chaque UFR et de chaque université. C'est un centralisme d'un autre temps, qui d'ailleurs n'a jamais vraiment fonctionné.

Ce qui est fascinant, c'est que Marc Bloch lui-même est un pur produit de l'école française. Son père, Gustave Bloch, enseignait l'histoire antique à l'École

normale supérieure. Lui-même suit le parcours classique : Louis-le-Grand, l'École normale supérieure, l'agrégation, la thèse, puis l'enseignement à Strasbourg, qui était alors l'une des grandes universités européennes, avant de rejoindre la Sorbonne. Or, pendant la guerre et la Résistance, il rédige un texte remarquable intitulé *Sur la réforme de l'enseignement*, dont le premier sous-titre est *Pour une révolution de l'enseignement*. Il ne s'agit pas simplement d'une réforme, mais d'une remise en question beaucoup plus profonde. Il n'est pas étonnant qu'un républicain comme Marc Bloch ait été conduit à réfléchir à l'école. J'ajoute qu'il était (au moins intellectuellement) proche de Jean Zay. Je ne sais pas s'ils ont eu des relations personnelles, mais leurs préoccupations étaient voisines. Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale du Front populaire, a accompli un travail extraordinaire. Lui aussi appartenait à une famille d'optants alsaciens.

Jean Zay a écrit en prison, après son emprisonnement par le régime de Vichy, un livre remarquable intitulé *Souvenirs et solitude*. Il est d'ailleurs entré au Panthéon sous la présidence de François Hollande, aux côtés de Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle-Anthonioz et Germaine Tillion. C'était une très belle cérémonie consacrée à de grandes figures de la Résistance. Je recommande également un autre texte, toujours disponible dans certaines éditions de poche de *L'Étrange Défaite : Sur la réforme de l'enseignement*. C'est un texte extraordinaire. Marc Bloch y livre une véritable autocritique du système éducatif français. Il commence par constater qu'en France on « bachote » trop. Il dénonce une obsession de l'évaluation qui favorise le conformisme, décourage la curiosité, le plaisir d'apprendre et l'esprit d'initiative. Selon lui, on attribue beaucoup trop de notes. Il faudrait un système d'évaluation plus simple et accorder davantage de place à la curiosité des élèves. Il plaide pour une transformation profonde des méthodes d'enseignement. Il y défend également un rôle accru des universités face aux grandes écoles d'application héritées du système napoléonien. C'est un texte qui demeure aujourd'hui d'une étonnante modernité. Il conserve un caractère véritablement révolutionnaire et mérite

encore d'être lu.

Jean-Louis Bourlanges :

Oui, sur ce point précis, c'est tout à fait intéressant. Marc Bloch se situe effectivement dans une perspective très proche de celle de Jean Zay. Cela dit, l'un comme l'autre envisagent l'avenir de l'éducation et de la recherche à partir d'une réforme du sommet du système.

Ce que vous venez de dire à propos des écoles d'application est très révélateur. En réalité, les seuls espaces d'autonomie dont disposait l'enseignement supérieur étaient précisément ces écoles, notamment l'École libre des sciences politiques à partir de 1870. Elles accueillait alors une part importante des élites étudiantes. Avant la Première Guerre mondiale, si ma statistique est exacte ou à peu près, près d'un quart des élèves qui obtenaient le baccalauréat scientifique entraient à Polytechnique. Ce n'était pas une voie marginale, c'était une voie normale de promotion.

Or ce qui s'est produit par la suite, et que ni la Troisième, ni la Quatrième, ni la Cinquième République n'ont véritablement su penser, c'est un profond déséquilibre. D'un côté, il y a eu une massification considérable de l'enseignement public, primaire, secondaire et supérieur. On peut penser au plan Fouchet et à toutes les réformes qui ont accompagné cette évolution. De l'autre côté, les écoles d'application sont restées dans une logique de stagnation. Il y a eu une forme de malthusianisme dans leur développement. Pourtant, les deux mouvements auraient dû progresser parallèlement : la massification pour faire avancer l'égalité, l'autonomie des grandes écoles pour favoriser la créativité et l'innovation.

C'est ce déséquilibre qui est aujourd'hui au cœur de nombreuses difficultés. Il nourrit à la fois la diabolisation des grandes écoles, accusées d'élitisme, et l'affaiblissement de l'université, qui peine à trouver les marges d'autonomie et de créativité nécessaires à son renouveau. Sur ce point, je dois reconnaître que les

grands penseurs républicains n'ont pas vraiment réussi à formuler une réponse qui soit à la fois progressiste et rigoureuse.

Marc-Olivier Padis :

Nous avons consacré il y a quelque temps une émission à Georges Pompidou, et cet exemple est très révélateur. On sent qu'il voit arriver la vague des nouveaux bacheliers, mais qu'il ne parvient pas à se résoudre à ouvrir véritablement l'université. Il semble incapable d'admettre que tous ces jeunes qui obtiennent le baccalauréat ne vont pas s'arrêter là et souhaitent poursuivre des études supérieures. Je ne sais pas si cela tient à sa formation de normalien, mais il ne parvient pas à accepter l'idée qu'il faut accompagner ce mouvement et accueillir dans l'enseignement supérieur tous ceux que l'on a encouragés à devenir bacheliers. Tout cela s'est donc fait à reculons, à contre-cœur et souvent à contretemps.

Jean-Louis Bourlanges :

Chez de Gaulle aussi. Son conseiller Jacques Narbonne était extrêmement élitiste. Ce qu'ils ne parvenaient pas à comprendre, c'est qu'il fallait concilier deux exigences : permettre au plus grand nombre d'accéder aux études supérieures et accepter une profonde diversification du système. Le baccalauréat n'a jamais été conçu comme un point d'arrivée. Historiquement, c'est même un premier grade de l'enseignement supérieur. C'est pourquoi l'ouverture de l'enseignement supérieur ne pouvait réussir sans une diversification beaucoup plus poussée des parcours et des établissements.

Marc-Olivier Padis :

Oui. Cela fait partie de ce manque de dynamisme et de souplesse des institutions républicaines que diagnostique Marc Bloch. On retrouve encore aujourd'hui cette difficulté des institutions à prendre en compte les nouvelles aspirations et les

transformations de la société. C'est sans doute l'un des enseignements qui demeurent les plus actuels de son analyse.

Philippe Meyer :

Je crois qu'on peut s'arrêter un instant et rêver à ce qu'aurait pu être l'évolution de la société française si nos universités avaient bénéficié d'une véritable autonomie. Je ne parle pas de celle qui existe aujourd'hui sur le papier, mais d'une autonomie réelle qui aurait pu permettre à Clermont-Ferrand d'avoir son équivalent de Cambridge ou d'Oxford ...